

Berne, le 31 août 2011

Communiqué

Fitness plutôt qu'engraissement – bilan mitigé de la décision du Conseil fédéral

Le PLR s'oppose à toute inertie face aux menaces de désindustrialisation

Le PLR a averti en janvier déjà des conséquences graves que le franc fort pouvait entraîner. Il ne cesse d'exiger une cure de fitness pour stimuler l'attractivité et la compétitivité de la Suisse. Il semblerait que le Conseil fédéral soit plus optimiste que le PLR et son ministre de l'Economie Johann Schneider-Ammann, ce qui l'amène à relativiser les risques encourus par le tourisme et l'industrie d'exportation. Le gouvernement a en effet renoncé à un programme ciblé de mesures d'urgence. Les prochains mois montreront s'il n'a pas fait preuve d'un trop plein de confiance. Dans le cas inverse, les conséquences pour l'économie seraient graves. Les Libéraux-Radicaux se refusent toutefois à attendre les bras croisés sans anticiper le processus de désindustrialisation. Le PLR critique fermement l'incapacité du Conseil fédéral à mettre en place rapidement une cure de fitness. Les propositions de la semaine dernière d'adopter un taux unique de la TVA ainsi que de relever rapidement les seuils pour les entreprises soumises au contrôle ordinaire et d'assouplir l'obligation de tenir une comptabilité ordinaire sont des mesures pertinentes. L'adoption de ces mesures constitue également un nouveau succès pour le PLR qui les exige depuis des mois. Il manque toutefois la mise en place rapide de la réforme des entreprises III, une diminution des charges fiscales ainsi que des taxes, le renoncement à une augmentation conséquente des prix de l'énergie, le démantèlement des charges bureaucratiques inutiles. Autant de mesures indispensables à la protection des entreprises suisses. La décision du Conseil fédéral de bloquer la cure de fitness dont la compétitivité de la Suisse a besoin et de préparer à la place un paquet d'un milliard pour la session de décembre est incompréhensible. Ce plan risque de conduire à un gonflement de l'Etat ainsi qu'à l'augmentation durable des coûts des infrastructures. Bien que le second paquet de mesures ne soit pas encore clairement défini, le scepticisme prévaut au sein du PLR. En effet, les choses sont claires pour ce dernier : **il faut substituer une cure de fitness à l'engraissement de l'Etat – par amour de la Suisse.**

Ces prochaines semaines, le Groupe libéral-radical étudiera les mesures que le Conseil fédéral propose au parlement à la session d'automne en vertu des cinq critères centraux suivant : elles doivent être ciblées, elles doivent être conformes avec le plan de frein à l'endettement, elles ne doivent pas influencer à long terme le marché, elles ne doivent enfin pas empêcher certaines réformes comme celle du taux unique pour la TVA. Dans l'immédiat, le bilan paraît mitigé :

- Il paraît nécessaire de mettre en place des mesures de soutien à la recherche et à l'innovation ainsi qu'au tourisme ;
- Le PLR va étudier la proposition d'attribuer 500 millions issus de l'excédent budgétaire à l'assurance chômage : la réduction des horaires de travail est un instrument important qui permet de garantir l'emploi en temps de crise. Il reste à voir si la mise sous perfusion financière de la LACI, réformée pour la première fois en 2010, constitue bien la meilleure manière de renforcer le modèle de la réduction des horaires de travail. Actuellement, les carnets de commandes des entreprises sont pleins mais leurs coûts de production trop hauts.
- Le PLR s'engage contre les mesures insensées et caduques de soutien à l'industrie d'exportation qui ne privilégieraient que certaines grandes entreprises. Le PLR exclue également l'octroi d'un million de subventions aux transports régionaux ou le ralentissement de la réforme nécessaire de CFF Cargo.
- Le PLR exige enfin que la suppression de la taxe sur le CO2 soit incluse dans le paquet de mesures d'urgence présenté à la session d'automne. Les entreprises sont contraintes depuis trop longtemps à compenser

Fitness plutôt qu'engraissement – bilan mitigé de la décision du Conseil fédéral

l'augmentation de leurs capitaux propres par le paiement de cette taxe surélevée. Le PLR exige des autres partis qu'ils adoptent une position claire sur la question.

Vous trouverez les exigences de la cure de fitness pour une Suisse compétitive sur le lien suivant :
http://www.fdp.ch/images/stories/Dokumente/Positionspapier/20110822_PP_Frankenpapier_d.pdf

Contacts:

• Fulvio Pelli, conseiller national et président du PLR, 079 230 02 03

• Gabi Huber, présidente du Groupe PLR, 076 331 86 88

• Noé Blancpain, chef de la communication, 078 748 61 63

• Philippe Miauton, porte-parole, 079 277 68 41